

Alain Coulombel

De nouveaux
défis pour
l'écologie
politique

Les Éditions Utopia

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Qu'avons-nous fait du temps et autres questions ?	9
1. Penser l'écologie politique aujourd'hui	19
<i>Un univers de la puissance</i>	23
<i>La place de l'économie.....</i>	29
<i>Le mythe du progrès</i>	32
<i>Raison calculante et raison méditante</i>	34
<i>L'emprise de la raison numérique.....</i>	36
<i>Vivre avec la peur</i>	38
<i>L'événement Anthropocène.....</i>	42
<i>L'écologie politique à l'heure de l'hypercapitalisme.....</i>	45
<i>Créer des réserves de temps et de silence</i>	54
2. De l'homme augmenté à l'homme jetable.....	57
<i>Le corps augmenté.....</i>	57
« Donnez-moi donc un corps »	67
<i>Le corps déchet.....</i>	73
<i>Faire avec le reste ?.....</i>	76
3. Quelle place pour l'entreprise ? Du néomanagement au mal travail.....	81
<i>Du temps de travail faisons table rase.....</i>	83
<i>Refonder l'entreprise.....</i>	93
4. Un monde habitable ?	103
<i>Qu'est-ce qu'habiter ?</i>	104
<i>La crise de l'habiter</i>	108

Introduction

« Nous sommes libres – N’oublions pas que notre devoir, c’est d’être libres. Allons moins vite, nous arriverions à l’heure. La liberté, c’est de ne jamais arriver à l’heure – jamais, jamais! pour nos exercices de liberté ».

Alfred Jarry, *Ubu enchaîné*.

Qu’avons-nous fait du temps et autres questions ?

Il y a plus de quarante ans paraissait *Vitesse et politique*, de Paul Virilio. « La vitesse, pouvait-on y lire, c’est la vieillesse du monde [...] Après avoir longtemps signifié la suppression des distances, la négation de l’espace, la vitesse équivaut soudain à l’anéantissement du Temps: c’est *l’état d’urgence*¹. » Depuis, l’évolution de nos sociétés n’a eu de cesse de confirmer les intuitions de l’urbaniste-philosophe. Culte de l’urgence, gestion à flux tendus, stress, absence de projet à long terme, vacuité du temps des loisirs, apologie du changement et de la vitesse de réaction... toute notre temporalité semble s’affoler. Plus largement, la dématérialisation de l’économie, sa financiarisation, la montée de l’incertitude et de la complexité, l’augmentation des risques ou l’éclatement du tissu social pourraient s’expliquer et se traduire par une altération générale de notre rapport au temps. Qu’avons-nous fait au (du) temps ?

Si les sciences humaines se sont progressivement emparées du sujet, les politiques, quant à eux, s’y

1. *Vitesse et politique*, Paul Virilio, Éditions Galilée, 1977.

<i>Un paysage global de camps et d’espaces précaires</i>	113
<i>La ville dans tous ses états</i>	120
<i>Les utopies urbaines: villes durables, villes en transition, slow city, écocité, ville intelligente</i>	129
<i>Les leçons du paysage</i>	134
<i>Sortir de l’impasse: Spatial Care et poétique de la ville</i>	139
5. Donner une chance à la démocratie	143
<i>Qu’est-ce que la démocratie?</i>	145
<i>Crise de la démocratie et crise de la représentation</i>	147
<i>Démocratie et populisme: la question du peuple</i>	155
<i>Démocratie et écologie</i>	160
<i>Démocratie sous stress ou le poids de l’extériorité radicale</i> . 168	
<i>Du gouvernement 2.0 aux Civic Tech:</i> <i>la démocratie augmentée</i>	172
<i>La gouvernance algorithmique</i>	177
<i>Y a-t-il encore une place pour une politique de l’émancipation?</i>	180
6. Face à la crise du politique: réhabiliter la pensée stratégique	185
<i>Réhabiliter la pensée stratégique</i>	186
<i>Déconstruire d’abord</i>	188
<i>Résister c’est consister, consister c’est résister</i>	192
<i>Un désir de communauté</i>	200
<i>Pour une politique du soin</i>	206
<i>Face à l’animal non humain</i>	208
<i>Les raisons d’espérer</i>	212
7. Pour une nouvelle politique du temps	217
<i>Une nouvelle politique du temps</i>	228
<i>Éloge de la lenteur et de l’intermittence</i>	231
CONCLUSION	
Déplacer les lignes	241

intéressent rarement. Trop métaphysique sans doute ? Et les politiques ne font pas de philosophie. Ils ont les pieds sur terre et les mains dans la glaise. Et pourtant la crise de civilisation que nous traversons est d'abord une crise de la temporalité, voire de nos coordonnées spatio-temporelles. Le temps manque et les longues périodes d'adaptation ou de maturation nécessaires à l'équilibre de notre espèce – tant dans ses dimensions individuelles que collectives – se réduisent peu à peu, pour n'auto-riser finalement que des comportements réflexes ou pulsionnels.

Avec l'avènement du temps réel (dont les caractéristiques principales sont l'instantanéité et la simultanéité), nous n'avons plus le temps d'inscrire nos gestes et nos activités dans la durée. Comment, dans ces conditions, notre rapport au politique, à la démocratie, à la citoyenneté et au territoire, n'en serait-il pas bouleversé ? Quand la construction du projet politique a besoin d'un certain volume de temps, d'un certain espacement, notre obsession du résultat et de la performance marque, a contrario, la victoire du « courtermisme » sur le temps long de la distance critique.

Notre temps est en miettes, chaotique comme les productions du capitalisme intégral. Au niveau de l'entreprise, par exemple, la mutation du travail industriel s'est traduite par l'intensification des rythmes de la production et la mise sous tension globale de l'organisation. La chrono-compétition est devenue une arme stratégique et le fondement d'une nouvelle morale de la production impliquant toutes les ressources subjectives du salarié jusqu'à provoquer son exténuation. Suicides au travail, TMS¹, stress professionnel, sont les symptômes de cette violence qui s'exerce sur les corps et

1. Troubles Musculosquelettiques.

l'épuisement, la caractéristique principale d'une époque où le temps n'est plus vécu comme une dimension de la liberté mais comme un obstacle à vaincre.

Face à cette situation, que pouvons-nous attendre des forces politiques en général et de l'écologie politique en particulier ? Probablement rien quand nos principaux représentants de la chose politique n'ont de cesse, au contraire, de promouvoir les principes d'une société réactive et flexible, la grande vitesse et ses infrastructures, la mobilité professionnelle ou géographique, le temps que l'on gagne, la métropolisation du territoire, la compétitivité de nos entreprises et les méthodes du management en temps réel... Pire, la réduction du temps de travail, qui représenta pendant longtemps un marqueur des forces progressistes, est devenue un thème presque tabou. La disparition de la valeur travail a fait long feu. Si on se plaît à évoquer l'emprise du « courtermisme », c'est pour insister aussitôt sur la contrainte concurrentielle qui pèse de tout son poids sur nos activités. Tandis que le travail précaire croît, un peu partout en Europe, les temps de travail ne diminuent plus. Quant à l'accélération des rythmes, rien ne semble pouvoir l'arrêter.

Sommes-nous devenus si peu présents à nous-mêmes – à ce qui importe – qu'il nous paraît impossible d'envisager *une politique du temps* qui poursuivrait comme finalité le ralentissement et proposerait ipso facto un nouvel art de vivre et une nouvelle répartition des temps sociaux ?

Dès l'origine, le capitalisme est marqué par une dimension mortifère. Que l'on s'attache aux premiers pas du capitalisme industriel ou que l'on tourne son regard vers ses formes contemporaines, la démesure ou l'effrénée puissance que rien ne règle ou ne contient,

dessine les traits d'un système délirant. Le capitalisme des extrêmes ne cesse de fabriquer un monde vidé de sa substance, une scénographie de l'insignifiance et des affects tristes, comme si cette aversion presque « pathologique » pour les passions joyeuses¹ était devenue le seul vecteur de sa puissance.

Songons aux villes-fantômes ravagées par la crise, aux territoires inhabitables (Tchernobyl ou Fukushima), à la géoingénierie, aux utopies posthumaines, aux conflits de basse intensité...

Avec la crise financière de 2008, le capitalisme est entré dans une phase nouvelle de décomposition-recomposition, *une crise sans fin*², dont il est difficile de prévoir l'issue, tant les microruptures ou les lignes de recomposition qui se cherchent aux quatre coins de la planète, n'ont pas encore atteint la taille critique qui pourrait faire basculer le système sous un autre régime de sens.

Les commentaires souvent exprimés devraient nous alerter : « Aujourd'hui, la croissance mondiale n'est pas stable, la reprise est assise sur un endettement privé », « La crise financière qui vient sera plus violente que celle de 2008 », « Plus rien ne se passe normalement et c'est très malsain. Les investisseurs deviennent blasés, car ils ne parviennent plus à analyser les choses : les critères usuels ne fonctionnent plus », « Selon le Financial Stability Board, le "shadow banking" représentait fin 2015

1. « La nature nous avertit par un signe précis que notre destination est atteinte. Ce signe est la joie ; je dis la joie, je ne dis pas le plaisir. *La joie annonce toujours que la vie a réussi, qu'elle a gagné du terrain*, qu'elle a remporté une victoire : toute grande joie a un accent triomphal » (Bergson, dans *L'énergie spirituelle*).

2. Myriam Revault d'Allonnes, *La crise sans fin*, Seuil, 2012. Pour l'auteur, la crise est une crise des fondements, de l'identité et de la normativité.

80 000 milliards de dollars – soit plus de 50 % des actifs financiers et de 120 % du PIB mondial – contre seulement 50 000 milliards en 2007 », « Quand je regarde les marchés financiers, je vois une situation sérieuse qui me rappelle la crise que nous avons eue en 2008 ». Et ainsi de suite...

Pour l'écrivain Giorgio Agamben, nos sociétés modernes qui se prétendent des sociétés laïques, rationnelles, ayant surmonté croyances et superstitions, sont au contraire mues par des « concepts théologiques sécularisés ». La foi c'est le crédit et « En gouvernant le crédit, la Banque, qui a pris la place de l'Église et des prêtres, manipule la foi et la confiance des hommes. Si la politique est aujourd'hui en retrait, c'est que le pouvoir financier, en se substituant à la religion, a séquestré toute la foi et toutes les espérances ». Les mots peuvent nous tromper mais la crise financière et son vocabulaire de l'expiation (la dette/la chute/la dégradation/le sacrifice) devrait nous interpeller, comme devrait nous dessiller les yeux *la dimension régressive* et violente de notre époque : plans sociaux, replis identitaires, montée des nationalismes, dérégulation, états maniaques, conflits dits de « basse intensité », bio-pouvoir, pression de l'urgence...

Comment penser le capitalisme des extrêmes ? Si le délire est un état mental caractérisé par la confusion des états de conscience, voire un dérèglement de la pensée qui ne se soumet plus au vrai, la situation qui est la nôtre semble renvoyer à cet état limite. Le monde a perdu la tête (rappelons-nous que « delirare » signifie sortir du sillon). Le chaos mondial, c'est le monde renversé, sens dessus dessous, le mouvement erratique des indices boursiers, la peur distillée à chaque instant, la production d'un univers de signes indéchiffrables, notre tolérance à l'inadmissible. Le demi-siècle écoulé,

en substituant au capitalisme d'État un capitalisme globalisé et anonyme, a amplifié l'insécurité et le sentiment d'une menace indéfinissable. Le capitalisme délirant, le capitalisme des extrêmes est devenu imperméable à toute forme d'interlocution et la superstition qui l'accompagne gagne des pans entiers du fonctionnement de notre système politico-social: telle notation « arbitraire » dicte sa loi à la réalité, telle institution (FMI, Troïka...) prend la forme d'une figure tutélaire, impénétrable et omnipotente. Toute forme d'explication « critique » se perd dans le trop-plein des signes indifférenciés. Un tweet se charge d'une puissance bienfaitrice ou maléfique...

Et l'écologie politique dans tout ça? Sur toutes ces questions, elle reste, dans sa composante parti-daire, muette ou indifférente. Nulle écosophie, nulle controverse philosophique ne semblent plus la traverser. Quand l'écologie politique avait su, à la fin des années 60, ouvrir de nouveaux chantiers (critique de la croissance ou de la technoscience, accent mis sur l'importance de la biodiversité, changement climatique, ressources non renouvelables), poser de nouvelles questions et prendre en compte l'évolution de notre modèle de développement, elle semble de nos jours réciter un catéchisme. Sa grille de lecture héritée des années 60 ne suffit plus.

La classe politique ne « mesure pas le changement social qu'induisent les nouvelles technologies » (Michel Serres, *Le Monde*, 12 avril 2012). Comme elle ne mesure pas – faute d'outils « idéologiques » adéquats – les conséquences d'une libération planétaire des forces du marché et le recul de l'État régulateur. Tout est bouleversé: notre rapport au corps, à l'altérité, à l'identité, au « vivre ensemble », au travail ou au

territoire... *La crise de la temporalité se double d'une crise de l'habiter, de notre rapport au lieu, au paysage.* Ces mutations anthropologiques doivent être questionnées, car elles rendent obsolètes une bonne part de nos institutions et de nos propositions politiques. Nos sociétés sont fatiguées, exténuées... Le consumérisme – ce monde de l'équivalence où tout se vaut – a exténué le désir, vidé le monde de ses singularités. L'indifférence et l'anonymat priment dans un monde où le « faire semblant » et la visibilité l'emportent sur toutes autres formes de présence à l'autre. Ainsi, plus l'invisibilité des dispositifs de contrôle progresse et s'immisce par tous les pores de la société, plus l'invisibilité (ou l'art de se faire oublier) envahit le champ de la conscience critique: comité invisible, Anonymus... Plus l'obsession « mortifère » de la continuité ou de l'interruption progresse et plus nous devons revendiquer l'interruption volontaire ou la suspension active (contre le décrochage et l'interruption subis).

Nous savons que la situation nationale et internationale impose des ruptures fortes, tant au niveau politique qu'économique et social. Ce qui se passe dans de nombreux pays européens ou dans le monde doit nous interpeller. Les cassures qui s'expriment au sein de la société européenne marquent une étape supplémentaire dans la dislocation de son modèle social et politique. Nos démocraties sont à bout de souffle, traversées de *forces régressives* quand la paupérisation des esprits pousse nos concitoyens au repli et à la haine. C'est ainsi, que partout dans le monde, les forces dites « illibérales » progressent.

Pour autant, « Un jour viendra, n'en doutons pas, où la maladie et le malheur de cette civilisation exigeront la venue de figures inédites, insolites, où nos politiques ne se reconnaîtront plus. Peut-être quelque chose de

cette venue est-il déjà en train de se produire¹. » N'en doutons pas. Ces formes inédites existent déjà. Quelque chose de profond remue un peu partout en Europe et dans le monde, que nous devons rendre intelligible et prolonger « politiquement ». Cette tâche est urgente, car il ne saurait y avoir d'alternatives concrètes, de déplacement de la réalité sans *l'ouverture de nouveaux territoires du sens*. Ouvrir de nouveaux chantiers : celui de la démocratie au moment où l'Europe hésite entre fédéralisme et repli identitaire, celui de la lenteur qui permettrait d'installer la problématique du temps au cœur des politiques publiques, celui du corps face au développement des biotechnologies, celui de l'entreprise et de la démocratie sociale, celui d'un nouvel art de vivre fondé sur une autre répartition des temps sociaux et de nouveaux agencements collectifs. Penser le monde, en effet, contre la bêtise ; de l'écologie sociale à l'écologie mentale, réinventer « le rapport du sujet au corps, au fantasme, au temps qui passe... ».

Si la première partie est consacrée à redéfinir l'écologie politique à l'âge de l'hypercapitalisme, les parties qui suivent s'enroulent autour de quelques thèmes : le corps, l'entreprise, la ville, la démocratie, l'effondrement, le désir de communauté ou notre rapport au temps long², qui sont autant de défis posés à l'écologie politique. Ni programme, ni projet politique structuré, cet essai se veut d'abord un parcours hésitant parmi

les nombreuses questions que posent les mutations en cours. Comme s'il s'agissait de nous transporter au cœur de la machine à broyer les certitudes et les formes stables, de nous conduire et de conduire l'écologie politique au cœur de l'hypercapitalisme et de ses puissants dispositifs de désublimation. Et sans que nous sachions « ce que pourraient être *des dispositifs de production de subjectivité* allant dans le sens d'une re-singularisation individuelle et/ou collective plutôt que dans celui d'un usinage massmédiatique synonyme de détresse et de désespoir¹ ».

1. Jean-Luc Nancy, « La politique doit montrer ce qui la dépasse », *Le Monde*, 12 avril 2012.

2. Il s'agit bien entendu d'un choix limité et contestable. D'autres défis attendent l'écologie politique qui mériteraient d'autres développements. Ils portent le nom d'hospitalité face aux mouvements migratoires, de géopolitique du climat, de l'avenir du travail face à l'automatisation ou encore du développement de l'intelligence artificielle et de ses conséquences...

1. Félix Guattari, *Les Trois Écologies*, Galilée, p. 21.